

Dunkerque : 6 mois de grève et la victoire totale contre *TOTAL* !

19 juillet
relance de la raffinerie !

Six mois de grève contre « le géant *TOTAL* » et le gouvernement

C'est le 12 janvier que la grève démarre à la raffinerie des Flandres de Dunkerque. Total en 2009, c'est près de 8 milliards d'euros (2009, c'est l'année de la crise !) de bénéfice, 14 milliards en 2008. Mais cela ne suffit pas aux actionnaires : ils veulent fermer la Raffinerie des Flandres de Dunkerque ! Face à cette puissante multinationale, il y a quelques centaines de salarié-e-s de la région de Dunkerque, ... mais aussi leurs familles, leurs proches, des organisations syndicales, politiques, associatives.

Piquet de grève à l'entrée de l'usine, assemblées générales, intersyndicale animant l'action, ... le ton est donné d'entrée. Début février, les grévistes et l'intersyndicale lancent un ultimatum à la direction : 12 jours pour prendre les décisions de redémarrage « sinon nous prendrons possession des lieux ».

SUD majoritaire à la Raffinerie des Flandres

En choisissant Dunkerque, la direction de *TOTAL* voulait liquider un site devenu trop combatif à ses yeux, depuis que SUD y est devenu majoritaire, peu après la naissance de la section en 2006. Mais au final, c'est cela qui a pesé et a fortement contribué à la victoire des salarié-e-s !

Les grévistes imposent l'unité syndicale et la démocratie dans la lutte

Dès le début du mouvement, sous l'impulsion des syndicalistes de SUD, **une intersyndicale SUD/CGT/FO est mise en place** ; les salarié-e-s sont présent-e-s au piquet de grève installé devant l'usine, **des assemblées générales se tiennent deux fois par jour**. Les grévistes peuvent ainsi s'exprimer librement, écouter les informations de l'intersyndicale, décider des suites de leur mouvement, des actions à mener, du message à transmettre à la direction. C'est la démocratie dans la lutte !



Les salarié-e-s de *TOTAL* solidaires et déterminé-e-s...

Mi février, la grève qui dure depuis un mois, les manifestations dynamiques à Dunkerque, l'ultimatum lancé aux patrons de *TOTAL*, tout cela amène une **riposte nationale au sein des raffineries TOTAL**. A Dunkerque mais aussi à Gonfreville, à Donges, Martigues, Feyzin, Grandpuis, les salarié-e-s sont alors en grève ! L'extension du mouvement au-delà des raffineries au sein de *TOTAL* d'une part, au sein de raffineries d'autres sociétés d'autre part, se dessine. **La pénurie de carburants se précise... La solidarité et la détermination très fortes des collègues des autres sites, a transformé en mouvement national reconductible, une grève que beaucoup ne voulait que « de témoignage ».**



...Mais la grève nationale leur est confisquée

Le gouvernement comprend que la situation lui échappe, que le rapport de force devient favorable aux salarié-e-s en grève. Il lance les grandes manœuvres de division. Après 3 jours de grève, la CFDT abandonne les grévistes, ce que refusent de faire ses sections de Feyzin et Donges. Au 7^{ème} jour, alors que la victoire totale est proche, la CGT appelle à cesser la grève ... **A Dunkerque, la grève continue. SUD maintient l'intersyndicale locale, les assemblées générales, les manifestations et la solidarité interprofessionnelles, et l'espoir de gagner !**

Les grévistes et SUD refusent de se soumettre à **TOTAL**

Après l'abandon du mouvement national, la situation devient plus difficile. Mais les grévistes de Dunkerque tiennent bon. Le 8 mars, nous sommes nombreux/ses à leurs côtés devant le siège de **TOTAL** à La Défense, où ces salarié-e-s en grève pour leur emploi et l'avenir de leurs proches et de leur région sont accueilli-e-s par **les gaz lacrymogènes et les matraques des « forces de l'ordre »** ! Le mouvement se poursuit, même si l'intersyndicale SUD/CGT/FO perd son caractère intersyndical au fil des semaines. Lors des réunions du Comité Central d'Entreprise le 17 juin, et du Comité d'Etablissement de la Raffinerie des Flandres du 24 juin, **seule la délégation SUD refuse de donner un avis sur une consultation totalement illégitime**. Et le 30 juin, la Cour d'appel de Douai confirme la justesse de cette position : **TOTAL** est condamné à relancer l'activité de raffinage !

La relance de la raffinerie !

Relayant les initiatives du syndicat SUD Chimie, **l'Union syndicale Solidaires interpelle aussitôt le PDG de TOTAL et le Ministre de l'Industrie**, pour exiger « *les mesures pour qu'immédiatement Total relance l'activité de la Raffinerie des Flandres, garantisse son existence et les emplois pour les 5 prochaines années. Nous demandons que ce délai soit mis à profit pour étudier un projet de reconversion écologiquement soutenable, en associant les salarié-e-s et leurs organisations syndicales, les élu-e-s ...* »

Emplois maintenus sur le site

Les représentant-e-s du personnel imposent une réunion du Comité d'Etablissement, le 16 juillet. **La direction de TOTAL doit avouer sa défaite : le travail reprend le lundi 19 juillet avec les opérations techniques nécessaires au redémarrage de la raffinerie !** La relance de l'activité se fait **en maintenant les 360 emplois chez TOTAL et garantit aussi ceux (environ 450) des entreprises de sous-traitance**. C'est la victoire de celles et ceux qui ont résisté, lutté, se sont organisé-e-s collectivement, ont fait grève !

La lutte continue !

Elle se poursuit parce que **TOTAL** en a décidé ainsi : l'argent gagné sur le dos des travailleurs/ses lui permet de poursuivre la guérilla juridique (nouvelle procédure au TGI de Nanterre, pourvoi en cassation contre le jugement du 30 juin) ... sans y croire plus que cela sans doute, mais pour donner l'illusion de ne pas perdre. C'est lamentable. Les patrons de **TOTAL** n'ont pas renoncé à fermer le site de Dunkerque ! **A nous tous d'imposer maintenant une solution à long terme. Plus que jamais l'appel proposé à toutes les organisations syndicales et soutenu par plusieurs forces politiques et associatives est d'actualité ! Les grévistes de la Raffinerie des Flandres de Dunkerque ont fait reculer Total et le gouvernement. Ensemble, consolidons leur victoire !**

Total Raffinerie des Flandres de Dunkerque : avec les grévistes, nous voulons des réponses écologiques et socialement acceptables.

Depuis le 12 janvier 2010 les salarié-e-s de la Raffinerie des Flandres sont en grève : le mouvement est animé par une intersyndicale SUD/CGT/FO. Nous avons déjà eu l'occasion sous des formes diverses de manifester notre soutien (manifestations, appels, motions, interpellation des pouvoirs publics, etc.). Alors que les salarié-e-s de Total sont en grève depuis bientôt trois mois, nous voulons redire ici l'urgence de trouver des solutions à ce conflit social.

Cette grève pose deux questions essentielles : la question sociale et la question écologique. Les salarié-e-s de Total nous montrent à quel point les deux sont liées. Actuellement le gouvernement et la direction de Total ne répondent à aucun de ces problèmes.

La solution sociale, c'est le maintien des emplois des salarié-e-s de Total et des entreprises de sous-traitance. Mais on ne peut ignorer que l'avenir n'est pas à raffiner toujours plus de pétrole !

La solution écologique, c'est la reconversion vers des activités plus durables. Mais l'écologie ne peut se concevoir en excluant les hommes et les femmes qui travaillent sur ce site.

L'argument économique mis en avant par Total n'est pas recevable : en 2009, Total a engrangé près de 8 milliards d'euros de bénéfices (2009, c'est l'année de la crise !), après les 13,9 milliards de 2008.

Voilà pourquoi, nous demandons au gouvernement de prendre les mesures pour qu'immédiatement Total relance l'activité de la Raffinerie des Flandres, garantissent son existence et les emplois pour les 5 prochaines années. Nous demandons que ce délai soit mis à profit pour étudier un projet de reconversion écologiquement soutenable, en associant les salarié-e-s et leurs organisations syndicales, les élu-e-s locaux et régionaux, ...

Signataires :

Philippe Wullens (SUD Chimie Total RF, Intersyndicale de la Raffinerie des Flandres)
Marc Pigeon (CGT Total RF, Intersyndicale de la Raffinerie des Flandres)
Patrice Leclaire (FO Total RF, Intersyndicale de la Raffinerie des Flandres)

Jacky Pailloux (Union syndicale SUD Chimie/Pharma)

L'appel lancé en mars 2010 en soutien aux grévistes de Dunkerque

Christian Mahieux (Union syndicale Solidaires)

Edith Soboul (Alternative Libertaire - AL)
Jean-Jacques Boislaroussie (Les Alternatifs)
Pierre Zarka (Communiste Unitaire - OMOS)
Pierre Cours-Salies (Fédération pour une alternative sociale et écologique - FASE)
Olivier Besancenot (Nouveau Parti Anticapitaliste - NPA)
Jean-Luc Mélenchon (Parti de Gauche - PG)
Cécile Duffot (Les Verts)

Yann Fiévet (Action Consommation)
Serge Havet (Agir ensemble contre le chômage ! - AC !)
Anisabel Milekic-Veillot (Association D'Objecteurs de Croissance - AdOC)
Maxime Combes (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs - AITEC)
Philippe Villechalane (Association Pour l'Emploi, l'Information et la Solidarité - APEIS)
Geneviève Azam (Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne - ATTAC)
Michel Rousseau (Marches européennes contre le chômage et la précarité)

Patrick Braouezec, député de Seine-Saint-Denis
Hélène Flautre, députée européenne

Je veux renforcer le syndicalisme Solidaires !

Nom, prénom :

Entreprise :

Contact (adresse, téléphone, mail) :

A remettre à un militant-e Solidaires ou à envoyer à Union syndicale Solidaires 144 boulevard de La Villette 75019 Paris contact@solidaires.org

